



Les perspectives de la sécurité alimentaire



Cher(e)s lecteurs/lectrices,

C'est avec un plaisir renouvelé que nous partageons avec vous le premier numéro de notre newsletter pour l'année 2020. Ce bulletin montre des résultats enregistrés par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture au Sénégal.

Je réitère mes vœux les meilleurs pour cette année et saisis cette occasion, pour manifester toute ma compassion face cette pandémie du COVID-19 qui sévit dans le monde entier. Ensemble, dans le respect des consignes, nous viendrons à bout de cette crise sanitaire.

À ce propos, je voudrais féliciter le gouvernement du Sénégal qui ne ménage aucun effort pour le développement et la mise en œuvre d'un plan

cohérent de réponse au COVID-19.

Dans le cadre de notre collaboration avec le gouvernement et nos partenaires au développement, la FAO au Sénégal met en œuvre plusieurs projets dans différents domaines d'intervention.

Pour renforcer la résilience des populations au changement climatique, la FAO appuie la formation de facilitateurs de champ école agropastoral aux bonnes pratiques et soutien des structures étatiques dans l'identification d'option d'adaptation. Dans le domaine de l'agroécologie, l'organisation accompagne le processus de dialogue multi-acteurs pour une transition agroécologique au Sénégal. Pour l'atteinte de l'objectif #FaimZéro et la réduction de l'extrême pauvreté, la FAO intervient aussi dans la gestion intégrée de l'eau et de la terre.

Bonne lecture!

Gouantoueu Robert GUEI
Représentant de la FAO au Sénégal

Sommaire

- | | |
|---------------------------------|---|
| • Agroécologie au Sénégal | 2 |
| • Changement climatique | 3 |
| • Maîtrise d'eau | 4 |
| • Résistance aux antimicrobiens | 5 |
| • Champs-écoles agropastoraux | 6 |

Troisième édition des journées de l'agroécologie au Sénégal

Mener la transition à travers des systèmes alimentaires résilients et durables



Dynamique pour la transition agroécologique au Sénégal

La Dynamique pour la transition agroécologique au Sénégal (DyTAES) a tenu, du 30 au 31 janvier 2020, la troisième édition des journées de l'agroécologie sur le thème «Ensemble pour des systèmes de production et de consommation durables».

Pendant deux jours, paysans, chercheurs, représentants d'organisations communautaires de base, des collectivités territoriales, d'organisations non-gouvernementales (ONG) et d'entreprises privées se sont réunis pour échanger sur les différentes initiatives développées pour une transition agroécologique au Sénégal à travers une gestion durable des ressources naturelles.

À l'ouverture de la cérémonie, le ministre de l'Agriculture et de l'Équipement rural, Moussa Baldé, a soutenu que «la pratique de l'agroécologie est une opportunité que notre pays doit saisir car elle apparaît comme une solution pour améliorer la sécurité alimentaire et préserver les ressources pour nourrir les générations futures».

Membre fondatrice de la DyTAES, Mariame Sow, a salué «l'engagement des jeunes intellectuels très dynamiques qui croient en l'agroécologie». Elle a espéré que «le Sénégal puisse être un pays pilote parce que les initiatives, la recherche, les acteurs de base et les ONG sont présents».

La DyTAES propose quatre axes d'orientation politique: (i) amélioration et sécurisation des bases productives, (ii) productivité accrue des systèmes agro-sylvo-pastoraux et halieutiques, (iii) promotion de l'agroécologie dans les chaînes de

valeur et (iv) gouvernance et financement de la transition agroécologique.

L'objectif est d'accompagner l'État du Sénégal dans l'élaboration des politiques dans le domaine de l'agroécologie. Ces journées sont une initiative lancée pour alimenter les réflexions, en se basant sur l'expérience concrète de ses différents membres afin de formuler des recommandations.

Cette 3^{ème} édition, a été clôturée, par une soirée de l'agroécologie, pendant laquelle le cahier des recommandations a été remis au ministre de l'Environnement et du Développement durable, Abdou Karim Sall.

Une démarche inclusive pour accompagner le processus

La FAO a accompagné le processus de dialogue multi-acteurs pour la DyTAES. Les consultations des populations locales ont permis de recueillir leurs propositions afin d'élaborer une stratégie d'accompagnement de l'État dans le processus de la transition agroécologique au Sénégal. Tous les acteurs et particulièrement les agriculteurs familiaux, les petits producteurs et les populations vulnérables notamment les femmes et les jeunes ont été inclus dans ces espaces de dialogue.

«La vision de la FAO est que l'agroécologie est essentielle dans cette promotion lorsqu'elle est soutenue par un environnement favorable d'investissements conséquents tant dans la recherche que le développement, par des cadres politiques juridiques et réglementaires qui favorisent le respect des droits d'accès des agriculteurs aux ressources productives telles que la terre, l'eau et les semences», a déclaré le Représentant de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture au Sénégal, Robert Gouantoueu Guei.

«La FAO va accompagner le Sénégal par un grand programme de transition agroécologique pour intégrer l'alimentation et l'agriculture durables dans les stratégies et les plans d'action nationaux de développement communautaires», a-t-il annoncé.

De son côté, le représentant de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), Borgui Yerime, a estimé que «l'adoption de nouvelles pratiques de production, de transformation et de distribution est essentielle

pour faire face aux défis du changement climatique et aller vers une agriculture durable qui permet de nourrir les populations».

Un programme sous-régional d'agroécologie en cours de préparation

Le 2ème Symposium international sur l'agroécologie, tenu au siège de la FAO en 2018, a permis d'analyser les expériences, les preuves et les politiques publiques pour relever les défis auxquels sont confrontés les systèmes agricoles et alimentaires.

Pour soutenir les initiatives de transition agroécologique aux niveaux national et régional afin de faire face aux défis climatiques et à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, un programme de partenariat sous régional d'agroécologie est en cours de préparation entre la FAO et la CEDEAO. Ce programme sera mis en œuvre sur une période de dix ans en étroite coopération avec les ministères responsables de l'agriculture, de l'élevage, de l'environnement, des ressources en eau, de la forêt et de la pêche des 15 pays membres de la CEDEAO.

Le programme identifiera les principales zones vulnérables afin de déterminer les lacunes et les possibilités d'intégration des approches agroécologiques pour une production et une consommation alimentaires durables. Il utilisera des technologies innovantes pour mettre en place des systèmes alimentaires et agricoles résilients au climat.



Exposition des produits agroécologiques

La FAO et l'ISRA lancent des études de vulnérabilité du secteur agricole face au changement climatique dans les Niayes et à Kolda

Les résultats vont contribuer à l'identification d'option d'adaptation pour l'élaboration du Plan National d'Adaptation (PNA)



Lancement des études de vulnérabilité à Kolda

Ces études ont été successivement lancées les 25 et 27 février 2020 pour la Zone des Niayes (Dakar, Thiès et Louga) et la région de Kolda. Elles seront réalisées par l'Institut sénégalais de recherches agricoles (ISRA), en collaboration avec le consortium de recherche en Agriculture mis en place dans le cadre du projet d'appui scientifique au plan national d'adaptation (PNA).

Co-organisés par l'ISRA et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, dans le cadre du projet «Sécurité alimentaire: une Agriculture Adaptée (SAGA)», les ateliers de lancement ont réuni les autorités régionaux, les représentants des collectivités locales, les services techniques des ministères de l'Agriculture, de l'Environnement, de la Pêche, de l'Élevage, etc., la société civile (organisations de producteurs et organisations non gouvernementales), les structures de recherches et des Universités.

Le choix des deux zones «Niayes et Kolda» est très important. «Les Niayes représentent une zone de cultures maraîchères qui rapportent en termes de revenus. C'est une zone présentant un micro climat qu'il faut sauvegarder pour continuer à développer les activités liées au maraîchage», a expliqué le directeur général de l'ISRA, Alioune Fall. Quant à la région de Kolda, «elle joue un rôle très important

dans l'atteinte des objectifs d'autosuffisance en riz au Sénégal (avec le bassin de l'Anambé)». Ces différentes activités sont menacées par les effets du changement climatique, car impactant la productivité agricole, la dégradation des terres (salinisation des rizières, l'ensablement et l'érosion des sols) et la dégradation des ressources en eaux. «Ces phénomènes constituent une menace sérieuse pour l'agriculture et pour la sécurité alimentaire de la population qui dépend essentiellement de cette activité rizicole dans la Région», a-t-il conclu.

Mame Ndiobo Diène, expert en Politique et Institutions à la Représentation de la FAO au Sénégal, a souligné que «des études de vulnérabilité sont menées dans les différentes zones agroécologiques pour déterminer les options d'adaptation à intégrer dans le plan national d'adaptation (PNA) global à partir de la compilation des PNA sectoriels».

«Le projet permettra également de sensibiliser et de former les populations aux bonnes pratiques d'adaptation au changement climatique et de contribuer au développement d'évidences scientifiques relatives à l'adaptation dans le secteur agricole», a-t-il soutenu.

SAGA est un projet de partenariat multi-acteur (FAO, Gouvernement du Sénégal, société civile et recherche) financé par le Gouvernement du Québec, à travers son ministère des relations internationales et de la francophonie (MRIF), et mis en œuvre au Sénégal et en Haïti sur la période 2019-2021. Lancé officiellement en septembre 2019, le projet SAGA devra faciliter également, à travers sa composante 3, la réalisation de trois études dans les domaines des ressources en eaux, de l'élevage et de l'agroforesterie. Il permettra d'accompagner les populations rurales des Niayes, du Bassin arachidier, de la Casamance et de Matam pour l'implémentation et la mise à l'échelle de bonnes pratiques d'adaptation au changement climatique.

Ces études de vulnérabilité constituent une étape importante dans la mise en œuvre de la composante 1 du projet SAGA portant sur le renforcement des capacités de planification de l'adaptation au changement climatique à travers le processus du plan national d'adaptation (PNA) du secteur agricole.

Dans la zone des Niayes et dans la zone de Kolda, les acteurs ont proposé et validé des sites pour mener

les études. Un comité de suivi a été mis en place dans chaque zone à travers les Comités régionaux sur les changements climatiques (COMRECC).

La FAO met en œuvre le projet Knowat pour une gestion intégrée de l'eau et du foncier

Permettre un accès plus équitable et durable aux ressources naturelles pour assurer la sécurité alimentaire



Au Sénégal, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture met en œuvre, depuis 2019, le projet «Mieux connaître l'eau: vers un accès plus équitable et plus durable aux ressources naturelles pour une sécurité alimentaire» appelé Knowat.

Le projet Knowat vise à examiner les questions foncières et de l'eau de façon intégrée pour associer la gouvernance de ces deux ressources afin de mieux comprendre les implications par rapport aux multiples usages (agriculture, élevage, pêche). La plupart des populations rurales et pauvres dépendent de l'agriculture et de l'élevage comme moyen de subsistance, l'objectif de Knowat est de garantir leur accès à la terre et à l'eau pour réduire l'extrême pauvreté et la faim.

Au mois de février 2020, le comité d'orientation technique du projet a tenu une retraite réunissant l'administration publique (ministères, directions nationales et régionales), la société civile, les organisations paysannes et les représentants de la plateforme nationale multi-acteur. À l'issue de cette rencontre, le comité a formulé plusieurs recommandations dont la mise en place d'un cadre local de gouvernance des ressources en eau dans le Delta et d'une base de données intégrée permettant d'avoir une maîtrise complète des prélèvements, des données agro-climatiques pour estimer la recharge et la remontée des données liées à l'eau

à partir des différents acteurs. Le comité a aussi recommandé le renforcement de capacités sur les changements climatiques, les ressources en eau et les bonnes pratiques.

Le projet Knowat a été lancé au Sénégal en novembre 2019, en présence des représentants de l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS), du Forum mondial de l'eau, de la Société d'aménagement et d'exploitation des terres du delta (SAED), de la Direction de la gestion et de la planification des ressources en eau (DGPRES) et de la Fédération des périmètres autogérés du Sénégal.

Financé par le gouvernement fédéral d'Allemagne, le projet, mis aussi en œuvre, au Sri Lanka et au Rwanda, vise à renforcer les processus de gouvernance de l'eau pour assurer la sécurité alimentaire et à s'adapter aux changements climatiques, à la pénurie d'eau et à la concurrence croissante pour les ressources en eau. Il veut aussi renforcer les capacités des experts nationaux de l'eau et des agriculteurs en matière d'évaluation des ressources en eau.

Lors de la cérémonie de lancement, le Représentant de la FAO au Sénégal, Gouantoueu Robert Guei, avait souligné qu'il est «essentiel de prendre en compte les multiples besoins des usagers en particulier des petits agriculteurs, des éleveurs et des pêcheurs en vue d'améliorer l'accès à l'eau pour tous».

Le conseiller technique n°1 du ministre de l'Agriculture et du développement durable, Younoussa Mballo, avait estimé que «le gouvernement et ses partenaires sont mis au défi de répondre à cette pression croissante sur ces ressources naturelles clés et de réguler les interactions dans cet environnement de plus en plus dynamique».

Développer des stratégies de détection et de surveillance pour le contrôle de la résistance aux antimicrobiens

La FAO appuie le renforcement des capacités des acteurs de la santé humaine et animale et de l'agroalimentaire

Ils sont médecins, pharmaciens, vétérinaires, ingénieurs agro-alimentaires, internes et doctorants. Ils sont trente-huit au total à avoir suivi la formation sur l'antibiorésistance et les stratégies de lutte en mars 2020. L'objectif est de permettre à

ces praticiens de développer et d'harmoniser des stratégies de lutte et de surveillance de la résistance aux antimicrobiens (RAM) ainsi que les méthodes d'études. Ce, pour mieux élaborer des stratégies de détection, de surveillance et de gouvernance pour le contrôle de la RAM.



Vétérinaire, Ousmane Ndiaye exerce au Centre national d'amélioration génétique (CNAG) de Dahra-Djolloff. Membre du Conseil de l'ordre des docteurs vétérinaires, il est souvent appelé à mettre en place des programmes de suivi conseil dans les exploitations des animaux de rente. Il s'est inscrit à la formation «pour avoir la capacité de prévenir, de détecter et de sensibiliser sur la RAM afin de veiller sur les politiques de santé et de production animales du pays». Selon Ousmane, cette formation permet de mieux comprendre «le phénomène de survenue de la RAM mais aussi l'épidémiologie des agents microbiens résistants».

Bakary Thior, lui est médecin. Il a suivi la même formation et explique les raisons qui l'ont poussé à s'inscrire: «à la faculté de médecine, on n'aborde pas cet aspect de la résistance aux antibiotiques et rares sont les jeunes médecins à connaître les bonnes pratiques de l'antibiothérapie». Il considère cette formation comme une opportunité pour améliorer ses connaissances dans ce domaine. «La réanimation est une discipline qui utilise beaucoup l'antibiothérapie et souvent nous sommes confrontés à des résistances bactériennes. J'étais persuadé qu'en suivant ce programme, j'améliorerai mes compétences grâce aussi au partage de connaissances avec les autres acteurs de la santé», ajoute-t-il.

Bakary se réjouit de la composante One Health (une seule santé) abordée et qui permet de voir «l'étroite relation entre les santé humaine et animale et leur

relation avec l'environnement». «À la sortie de cette formation, j'ai surtout retenu que la mauvaise prescription des antibiotiques chez l'homme ou l'animal entraîne des conséquences néfastes pour toute la société», souligne-t-il.

La résistance aux antibiotiques, considérée comme un risque de santé publique majeur, est une priorité des agences internationales en charge de la santé humaine, animale et environnementale, dans le cadre du règlement sanitaire international (RSI, 2005). L'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Organisation internationale de la santé animale (OIE), et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, réunies sous l'égide de l'Assemblée mondiale de la santé, ont mis en place un groupe de travail tripartite ad hoc, dirigé par l'OMS, pour un traitement global de la question RAM. L'OMS a ainsi mis en place un plan global.

C'est dans ce cadre, que la FAO a élaboré un plan d'action contre la résistance aux antimicrobiens pour la période 2016-2020 pour aider le secteur de l'alimentation et de l'agriculture à mettre en œuvre le plan d'action mondial produit par l'OMS. Le plan de la FAO est axé sur quatre domaines prioritaires visant à mieux sensibiliser, renforcer les capacités en matière de surveillance et de suivi, renforcer la gouvernance et promouvoir de bonnes pratiques au sein des systèmes alimentaires et agricoles.

Au Sénégal, la FAO, à travers le Centre d'urgence pour les maladies animales transfrontières (ECTAD), en collaboration avec la chaire d'antibiologie de la faculté de médecine, pharmacie et de chirurgie-odontologie de l'université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD), appuie le gouvernement du Sénégal pour la formation des ressources humaines. Cette formation sur l'antibiorésistance était organisée dans le cadre du projet «Soutien au Programme de sécurité sanitaire mondiale (GHSA) dans la lutte contre les zoonoses et le renforcement de la santé animale en Afrique» mis en œuvre par la FAO et financé par l'Agence États-Unis d'Amérique pour le développement international (USAID).

Ces professionnels constituent la deuxième cohorte dans cette formation qui comporte quatre sessions d'une durée de trois jours chacune par an. Cette année, la FAO soutient la prise en charge de 35 professionnels composés de 12 médecins, 12 vétérinaires et 11 pharmaciens. Trois auditeurs libres se sont joints à cette promotion 2020. Les cours

sont dispensés par un panel de 12 intervenants venant de la Faculté de médecine, de l'École inter-états des sciences et médecine vétérinaires (EISMV) et de différents centres hospitaliers universitaires. Destinée aux professionnels de la santé animale et de la santé humaine y compris le secteur agro-alimentaire, la formation est sanctionnée d'un diplôme interuniversitaire international en antibiologie (DIUI).

La FAO a appuyé la formation de 22 facilitateurs de champ école agro-pastoral aux bonnes pratiques d'adaptation au changement climatique

Les bénéficiaires dans le Bassin arachidier et le Sénégal oriental ont présenté leurs résultats lors d'une journée «portes ouvertes»



Remise de diplômes aux bénéficiaires

Ils sont 22 agents (dont quatre femmes) composés de techniciens et d'agents de développement à avoir suivi la formation de facilitateurs (FDF) de champ école agropastoral (CEAP) dans le Bassin arachidier et le Sénégal oriental. En tant que cadre de transfert d'innovations et de techniques agropastorales, le CEAP est une approche de formation participative basée sur un apprentissage par la pratique. Démarrée en juillet 2019, la formation a été bouclée en février 2020 par la remise d'attestations et la présentation des résultats lors d'une journée «portes ouvertes» tenue à Kounguel.

Pendant sept mois de sessions de six jours par mois, les facilitateurs se sont familiarisés avec les principes et les outils de cette approche. La formation a permis d'introduire les thématiques prioritaires relatives (i) à l'amélioration de la santé animale (ii) aux bonnes pratiques avicoles rurales (iii) aux bonnes pratiques des cultures maraîchères et vivrières (iv) aux stratégies de gestion durable des terres (v) aux bonnes pratiques des cultures fourragères (vi) à la gestion et à la valorisation des produits forestiers non ligneux (vii) à l'amélioration de l'alimentation animale (viii) à l'amélioration des pratiques d'embauche en milieu agropastoral (ix) à l'amélioration de la production laitière en milieu pastoral (x) aux bonnes pratiques agroforestières (xi) à l'amélioration de l'accès aux services climatiques et météorologiques (xii) à la gestion concertée des ressources naturelles et (xiii) aux bonnes pratiques d'élevage des équidés.

Le Chargé de Programme à la Représentation de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture au Sénégal, Makhfousse Sarr, a exhorté les bénéficiaires à mettre «le savoir-faire acquis à la disposition des communautés pour améliorer leur sécurité alimentaire et renforcer leur résilience».

Ce programme de formation en CEAP a été conduit par la FAO en partenariat avec les services déconcentrés du Ministère de l'Élevage et des Productions animales (MEPA) et du Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement rural (MAER) des régions de Kaolack, Kaffrine et Tambacounda, le projet P2RS (Programme multinational de renforcement de la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel - Composante Sénégal) et la Fédération nationale des producteurs de coton (FNPC).

La formation a d'abord concerné la Zone sylvo-pastorale. Soixante-quatre techniciens facilitateurs (dont six femmes) appartenant à trois

promotions ont suivi les sessions entre novembre 2016 et octobre 2018. Soixante-neuf relais producteurs (dont 21 femmes) ont également été formés comme facilitateurs entre mars et décembre 2019 dans la même zone.

La formation de facilitateurs (FDF) en CEAP est organisée dans le cadre du Projet «Intégration de la résilience dans la production agrosylvo-pastorale pour la sécurité alimentaire dans les zones rurales vulnérables à travers l'approche des champs-écoles paysans», mis en œuvre par la FAO sur un financement du Fonds pour l'environnement mondial (FEM).

Le projet vise à contribuer à la réduction des menaces induites par le changement climatique (CC) en introduisant des actions d'adaptation au changement climatique (ACC) à travers les champs-écoles paysans (CEP) et les CEAP. La FAO collabore avec des structures et des projets et programmes nationaux dans trois zones éco-géographiques du Sénégal (ZEG): le Ferlo (ou zone Sylvo-pastorale), le Bassin arachidier et le Sénégal oriental.



Présentation des résultats pendant la journée «portes ouvertes»

Contact information:

Représentation de la FAO au Sénégal
15, rue Calmette x rue El Amadou Assane Ndoye
BP 3300 Dakar/Sénégal
Tél: (+221) 33 889 16 66/ 33 889 16 70/ 33 823 63 30
Email: FAO-SN@fao.org | www.fao.org/senegal
Twitter: @FAOSenegal



Certains droits réservés. Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la licence CC BY-NC-SA 3.0 IGO